



International Union of Forest Research Organizations  
Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières  
Internationaler Verband Forstlicher Forschungsanstalten  
Unión Internacional de Organizaciones de Investigación Forestal

## IUFRO World Series Vol. 15

---

# Meeting the Challenge: Silvicultural Research in a Changing World

### Extended abstracts

From the conference held in Montpellier, France,  
From 14 to 18 June 2004

### Jointly organized by

IUFRO – Division 1 (Silviculture)  
USDA Forest Service  
CIRAD-Forêt  
Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)

### Editors

John A. Parrotta, Henri-Félix Maitre,  
Daniel Auclair, Marie-Hélène Lafond



---

ISBN 3-901347-51-8  
ISSN 1016-3263

IUFRO Headquarters  
Vienna, 2005

# PLANTATIONS FORESTIERES ET GESTION DE LA FORET NATURELLE : OPPOSITION OU COMPLEMENTARITE DANS LE BASSIN DU CONGO ?

Bernard Mallet<sup>1</sup> et Jean Noël Marien<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Cirad Campus international de Baillarguet, BP 5035, 34032, Montpellier Cedex 1, France

<sup>2</sup> UR2PI, BP 1264, Pointe Noire, République du Congo

## Introduction

Le Bassin du Congo est l'un des trois grands massifs de forêts tropicales avec l'Amazonie et l'Asie du Sud Est. Bien qu'une surface importante soit encore à l'état de forêt « primaire » et que des populations indigènes y vivent, l'exploitation du bois d'œuvre y a été initiée il y a plus d'un siècle. Cette exploitation a d'abord été initiée pour l'approvisionnement en bois (*Okoumea klaineana*, *Terminalia superba*, *Entendrophragma utile*, *Entendrophragma angolense*, ...) des métropoles à l'époque coloniale, et s'est poursuivie et amplifiée après les années soixante pour l'approvisionnement des marchés tant européens que locaux, et plus récemment des marchés asiatiques.

Les administrations forestières de ces pays se sont soucies dès le début du vingtième siècle de la pérennité de la production de bois d'œuvre de qualité, et ont commencé à enrichir ou à replanter sur des surfaces limitées certains massifs forestiers surexploités, avec des résultats très variables suivant les contextes.

Ce n'est que plus récemment, vers les années 70/80, que les recherches forestières ont été réorientées vers la gestion des forêts naturelles, débouchant vers les années 90 que les stratégies conjointes des bailleurs de fonds et agences de coopération (GTZ, CDC, AFD, UE, ...), des organisations internationales (FAO, OIBT, UICN, ...), des administrations forestières nationales et de sociétés d'exploitation forestière ont convergé sur la nécessité de la définition puis de la mise en œuvre de plans d'aménagement.

On estime cependant à près de 500.000 ha (FAO, 2001) les surfaces annuellement déforestées dans le Bassin du Congo.

## Méthodologie

Différentes études ont été initiées ou menées au cours des cinq années passées, sur les dynamiques passées et présentes en matière de plantations forestières, en particulier en République du Congo, au Gabon, au Cameroun, et en République Démocratique du Congo.

Ces études ont porté à la fois sur les réalisations effectives, sur les dynamiques en cours, et sur les déterminants de ces évolutions.

En complément, les actions en cours relatives à l'aménagement des forêts naturelles ont été examinées et analysées, qu'elles concernent l'évolution des politiques et des outils économiques, les réalisations opérationnelles ou les déterminants des positions des acteurs.

La place des réalisations de plantations forestières, d'interventions en enrichissement ou d'actions de restauration écologique est ensuite examinée dans une perspective à la fois d'aménagement durable des massifs forestiers et d'aménagement à l'échelle du territoire.

## Résultats et discussions

Les plantations, des actions anciennes : Les études ont montré que des programmes de plantations ont d'abord été initiés par les administrations forestières, des années 1950 à 1980 avec la mise en place d'arboreta, puis la réalisation de plantations d'espèces locales de lumière à croissance relativement

rapide, comme l'Okoumé ou le Limba. L'objectif en était de permettre d'assurer un approvisionnement durable avec ces espèces, en particulier dans les zones de proximité des ports et des unités de transformations. Ces plantations sont souvent encore présentes, mais avec des stratégies de gestion souvent incertaines

Des programmes de plantations avec des espèces exotiques comme les eucalyptus (*eucalyptus uroxgrandis*), les pins (*pinus caribaea*), les acacias australiens (*acacia mangium*) ont ensuite été initiés dans les années par des sociétés mixtes associant capitaux privés et intervention de l'état (Sogacel, Cellucam, UAIC, ...), avec comme objectif le développement de plantations pour la production de pâte à papier. A l'exception de la république du Congo, ces plantations ont souvent été abandonnées faute d'un tissu industriel permettant de la valoriser, voire ont été réorientées vers d'autres objectifs (bois de feu, bois de service).

Des actions d'enrichissement (plantations sous layons d'espèces locales de valeur, en particulier) avaient été développées dans les années 50, avec des résultats considérés comme assez mitigés même si peu d'études approfondies ont été réalisées sur ce type de plantations. Les nouvelles considérations relatives au maintien de la biodiversité, voire aux enjeux de la certification redonnent une nouvelle jeunesse à ces approches par le biais de la restauration écologique des forêts après exploitation.

Les nouveaux enjeux des plantations : un aménagement durable des formations forestières naturelles ainsi que la prise en compte des enjeux de la conservation de la biodiversité avait entraîné une forte diminution de l'intérêt pour les activités de plantations dans le Bassin du Congo, parfois considérées comme décalées par rapport aux vrais enjeux de la région.

De nouvelles questions sont apparues au cours de la décennie passée, permettant de ré aborder la question de l'outil « plantations » dans un contexte nouveau :

- le développement de villes de plusieurs millions d'habitants, consommant un volume croissant de bois de feu et de charbon de bois, et nécessitant un approvisionnement important en volume d'une biomasse ligneuse,
- le développement des concepts de la restauration écologique, du maintien d'espèces forestières clefs, dans des formations naturelles dégradées par une exploitation trop intense,
- le développement de critères et indicateurs de gestion durable (OIBT, CIFOR, ...) en relation avec certains mécanismes de certification (FSC, PAFC, ...),
- la possible mise en œuvre du mécanisme de développement propre (MDP) permettant de valoriser le carbone stocké par des plantations forestières.

Les plantations forestières sont donc à considérer dans le Bassin du Congo non pas comme une alternative à l'exploitation des forêts naturelles, mais comme un ensemble d'outils diversifiés dans leurs approches comme dans leurs objectifs, pouvant s'intégrer dans une stratégie de gestion durable des massifs forestiers, comme dans une stratégie plus globale au niveau national d'aménagement du territoire. Le partenariat pour le Bassin du Congo, initiative lancée lors du sommet mondial de Johannesburg, pourrait être une opportunité pour développer une vision plus intégrée de la place des plantations forestières au service de l'aménagement durable des forêts de cette région.

## Références

Locatelli, B. Mallet, B. et Guizol, P. 2003. Congrès mondial forestier. Canada.

ITTO, 1993, Policy development 4

FAO, Forest resources assessment, 2001